

écologie quand le bio se fait business

11 ○ Les dérives de l'agriculture bio : quand la grande distribution s'en mêle...

14 ○ Philippe Baqué : «La double nature de la bio : quand le bio se fait business»



Les dérives de l'agriculture bio

Quand la grande distribution s'en mêle...

La bio est devenue «tendance», il faut bien le dire. Une manne pour la grande distribution et l'industrie agroalimentaire qui n'ont pas tardé à jeter leur dévolu sur ce marché porteur et vider ainsi la bio de tout son sens, la mettant au service d'un bio-business en pleine expansion. Attention danger...

L'agriculture biologique n'a pas vocation à être productiviste et compétitive. Difficile à concevoir dans une société du toujours plus et toujours plus vite, toujours meilleur que l'autre, n'est-ce pas ?

Elle diffère de l'agriculture dite conventionnelle sur ce point notamment - le productivisme - qui saccage l'environnement à l'aide d'intrants chimiques et de méthodes de culture qui tuent tout sur leur passage : sols, micro-organismes, biodiversité, ce sur des millions d'hectares, sans grand savoir-faire paysan, tout bonnement méprisé et en voie de disparition.

C'est une erreur grave et très courante parmi les scientifiques (et pas seulement) que de s'obstiner à comparer ces deux types d'agriculture en terme de performance (quel vilain mot). Une absurdité et l'ouverture à toutes les dérives possibles, dont deux : le mépris pur et simple de ce mode d'agriculture pour légitimer une agriculture

industrielle et intensive mortifère ou surfer sur la vague de la bio et la rendre... productive, et ainsi la vider de tout son sens.

Exemple 1 : l'INRA a mis il y a quelques mois les pieds dans le plat en publiant un rapport intitulé «Vers des agricultures à haute performance, Vol. 1 - Analyse des performances de l'agriculture biologique»¹. Le rapport n'est «évidemment» pas en faveur de l'agriculture biologique.

Les critiques n'ont alors pas tardé à s'élever, notamment de la part de la Fédération nationale de l'agriculture biologique, FNAB, et du syndicat Sud Recherche. Puis, plus étonnamment, en février, d'un collectif de 63 chercheurs et enseignants-chercheurs issus de diverses disciplines et de différents instituts (comme le CNRS, l'INSERM, ou... l'INRA), universités, centres de recherche de France et hors de France, qui ont adressé à l'Institut une lettre demandant son retrait, «de nombreux éléments



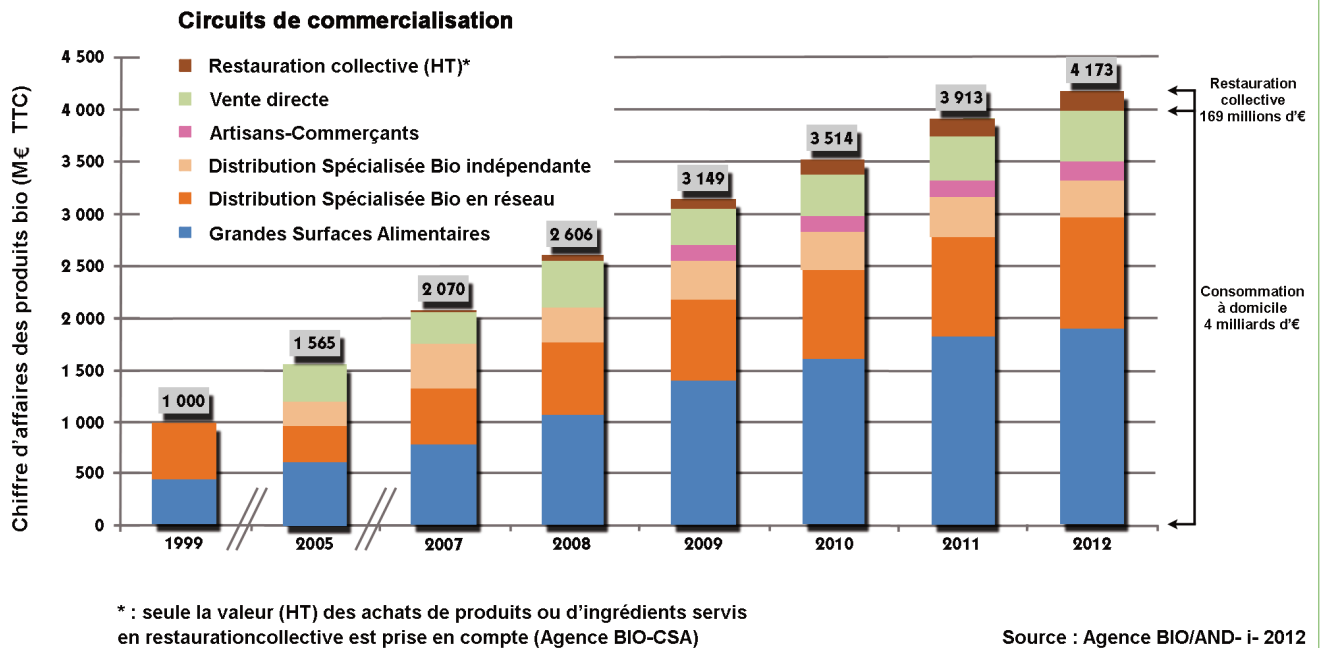
constituant ce rapport le rendent très critiquable», est-il souligné. Ce, argumentaire à l'appui. Nous n'allons pas tout reprendre. Juste deux points : première critique «dès l'introduction, le rapport cite à plusieurs reprises des ouvrages et pamphlets connus pour leur hostilité à l'agriculture biologique». Cela commence bien en effet...

Et, de façon générale, souligne l'un des signataires dont les propos sont relayés par le site Reporterre² : «dès le départ, la démarche est biaisée. Ce rapport propose d'aborder l'agriculture bio de la même manière que la conventionnelle, en découpant les performances par domaine (productivité, environnement, social...). Or l'agriculture biologique et l'agriculture conventionnelle n'ont pas du tout les mêmes logiques. C'est comme si vous compariez la performance d'une bicyclette et d'une voiture uniquement du point de vue de la vitesse ! Le but de l'agriculture bio n'est pas de produire autant ou plus que l'agriculture conventionnelle, c'est de produire autrement, en respectant

1 - www.inra.fr

2 - <http://www.reporterre.net/spip.php?article5428>

UN MARCHÉ DES PRODUITS BIO MULTIPLIÉ PAR 4 DEPUIS 1999



l'environnement écologique et social. Un rapport honnête aurait dû présenter les buts de l'agriculture biologique et sa démarche holistique : on ne peut l'étudier qu'en considérant le système dans son ensemble.

D'un côté, on a une agriculture biologique dénigrée (donc pas aidée), au seul profit des grands céréaliers et autres lobbies industriels, et de l'autre, exemple 2, notre sujet : une industrialisation de la bio, puisqu'on en est tant demandeurs... C'est ainsi qu'«une partie de la bio est sortie de la niche des marchés paysans et des boutiques spécialisées pour être intégrée au marché de masse de la moyenne et grande distribution, prenant au passage les caractères d'une industrie au service d'un bio-business en pleine expansion»³, ainsi que nous l'expliquera en détail Philippe Baqué, journaliste et réalisateur de documentaires.

Après avoir longtemps méprisé le marché du bio, la grande distribution a suivi le mouvement d'une demande toujours plus forte de produits bio de-

puis le début des années 1990, ce malgré la crise. Un «marché structurellement en augmentation, avec une croissance moyenne de l'ordre de 10% par an de 1999 à 2005, tous secteurs de produits confondus. En 2006, la croissance s'est accélérée. De 2007 à 2012, le marché a doublé», confirme l'Agence bio. Et d'ajouter : «entre 2011 et 2012, les achats par le consommateur final

ont progressé de 6,6% en valeur».

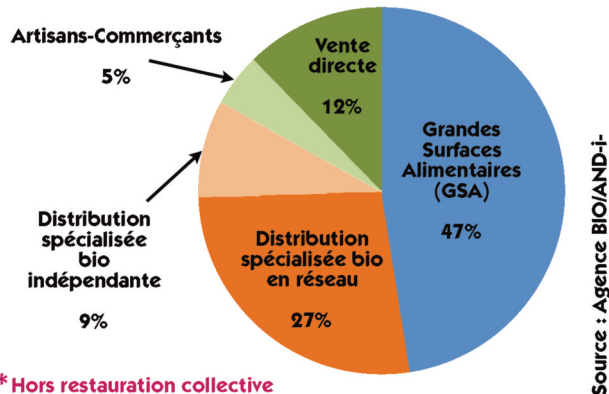
C'est un fait que l'on veut manger sain, sans pesticides et autres intrants chimiques : on pourrait se réjouir de cette prise de conscience des effets délétères pour l'environnement et l'humain de l'agriculture dite conventionnelle. Ok, mais à quel prix ? La lecture du graphique ci-dessus nous montre que les grandes surfaces alimentaires (GSA) ont plus qu'investi le marché, en tirant de confortables revenus, qui plus est en augmentation chaque année. Mais qu'est-ce qui se cache derrière ces grands étalages de produits biologiques... importés du Maroc, d'Italie, d'Espagne ou encore d'Israël, pour ne citer que quelques exemples ?

Plus de 35% des produits consommés en France sont importés, ce qui est énorme. «Une grande partie d'entre eux pourraient être produits dans l'hexagone. Mais pour des raisons de prix, beaucoup de distributeurs préfèrent acheter ailleurs»⁴.



Des campagnes publicitaires toujours plus percutantes...

Répartition en valeur des ventes des produits bio en 2012 *



47% des produits bio sont vendus dans les grandes surfaces alimentaires (GSA). Leur part de marché est passée de 45% au début des années 2000 à 40% en 2005. Elle s'est élevée jusqu'à 49% en 2011, avant de se situer à 47% en 2012. Source : Agence bio.

« Les groupes de la grande distribution qui ont investi dans le marché de la bio ont tout intérêt à encourager les importations, qui leur permettent d'accroître leurs bénéfices », souligne Philippe Baqué. « Ce système est fondé sur la production en grande quantité à des coûts réduits, grâce à des techniques industrielles, à l'exploitation de la main-d'œuvre et au pillage des ressources naturelles ».

Une agriculture bio industrielle intensive, détruisant le savoir-faire paysan en grand danger de disparition, pratiquée dans les pays du Sud, au bilan carbone catastrophique, sur des terres parfois accaparées et ne nourrissant pas ses populations, ce à destination des consommateurs occidentaux soucieux de leur santé... La liste est longue (qui sera détaillée ensuite) des conséquences gravissimes de ce bio-business.

La question est : voulons-nous vraiment de cette bio-là ? « Une bio au rabais, minimaliste », pour reprendre les propos de Marie-Monique Robin³. Certainement pas. Et c'est à nous tous d'agir

5 - « Les moissons du futur : comment l'agroécologie peut nourrir le monde », Marie-Monique Robin, Éd. La Découverte et Arte Éd., 2012



Ouvrières dans une usine de conditionnement bio, Primeurs Bio du Souss, Agadir, Maroc (© Philippe Baqué)

pour que cela cesse.

La vraie bio, avec sa démarche écologique, sociale, éthique et politique existe toujours heureusement, et c'est

elle qu'il convient d'encourager et de défendre face à la pensée dominante. N'oublions pas que nous sommes tous concernés. ■

À lire aussi

- « Manger bio : pourquoi ? Comment ? Le guide du consommateur éco-responsable », Pascal Pavie et Moutsie, Edsud, 2008

- « Les coulisses du commerce équitable », Christian Jacquiau, Éd. Mille et une nuits, 2006. Une réflexion sur la pertinence des produits « équitables » dans les rayons de la grande distribution...



Philippe Baqué

Interview

«La double nature de la bio : quand le bio se fait business»

Philippe Baqué est journaliste et réalisateur de films documentaires, dont, « Le beurre et l'argent du beurre » (2007) dans lequel il dénonce les dérives du commerce «équitable»¹ ou encore «L'Eldorado de plastique» (2001), dont il nous parlera dans cet entretien. Ce qui se passe en Andalousie est en effet un exemple parmi beaucoup d'autres des dérives de la bio passées au crible dans l'ouvrage collectif dirigé par Philippe Baqué : «La bio entre business et projet de société». Des enquêtes réalisées en France et dans une dizaine de pays.

La bio est à la croisée des chemins, dites-vous : d'un côté des dérives délétères portées par les plus puissants acteurs économiques et politiques ; de l'autre, des initiatives de tous ordres, mais inspirées par les principes écologiques, sociaux et philosophiques posés par les fondateurs de la bio et repris par la charte adoptée en 1972 par la Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique (IFOAM). Avant d'aborder les dérives délétères, quelques mots sur les origines de la bio...

La notion d'agriculture biologique est apparue dans les années 1920-1930, portée par une poignée de fondateurs, dont le philosophe autrichien Rudolf Steiner, qui présenta la biodynamie dans ses huit conférences données en 1924, intitulées les «Cours aux agriculteurs»². Il faut ajouter l'agronome et botaniste anglais Albert Howard, le couple de chercheurs suisses Hans et Maria Müller et le médecin allemand Hans Peter Rusch. Sans être exhaustif, on peut aussi joindre aux initiateurs de ce qu'on appelle de façon très large «l'agriculture biologique», le Japonais Fukuoka, qui fut, plus tardivement, à l'origine de la permaculture. Ces fondateurs ont créé l'agriculture biologique en réaction au développement généralisée en Europe de l'agriculture industrielle intensive et chimique qui a commencé à se développer après la Première Guerre mondiale. Les cam-

pagnes avaient été vidées de leurs paysans qui avaient servi de chair à canon dans le conflit. Une partie des survivants devaient se convertir en prolétaires pour faire fonctionner les usines. Il fallait donc nourrir les populations avec un nombre de plus en plus réduit de paysans. Il fallait aussi convertir l'industrie de l'armement. Poudre et gaz toxiques se transformaient en engrais et pesticides. La technologie des chars d'assaut donnait naissance aux tracteurs. Pour le plus grand profit des industriels de l'armement. De la logique de guerre à l'humain à la logique de guerre à la nature, le fond étant toujours le même : des guerres commerciales.

Cette agriculture intensive chimique se traduisait par une dégradation rapide des sols, une qualité médiocre des produits alimentaires et une dégradation de la vie sociale rurale. Les fondateurs de l'agriculture biologique souhaitaient se démarquer de tout cela en interdisant l'utilisation des intrants chimiques et de tout produit de synthèse. Ils prenaient la défense de la petite paysannerie et de ses savoir-faire (aujourd'hui tant dénigrés au profit de la science et de la technique). Ils encourageaient l'utilisation des semences paysannes et prônaient une agriculture basée sur des fermes à taille humaine, familiales et le plus autonomes possible.

L'agriculture biologique s'accompagne également ●●●

¹ - «Le beurre et l'argent du beurre», co-réalisé par Philippe Baqué et Alidou Badini, dénonce les dérives du commerce «équitable» banalisé dans la grande distribution : à qui profite vraiment l'argent du beurre de karité, utilisé dans les produits cosmétiques ou comme substitut du chocolat, produit par les femmes les plus pauvres du Burkina Faso ?...

² - Plus de détails sur ce sujet dans notre précédent numéro : mars-avril 2014, avec notre dossier sur la biodynamie

grégé de la défense des sols et de leur richesse, de l'équilibre naturel avec la valorisation du compost et l'utilisation de la fumure des animaux comme engrais pour le sol, tandis que le surplus de production est destiné à nourrir les animaux. Cette «bio» - la «bio» symbolisant l'agriculture biologique, le «bio», tout ce qui touche la transformation et le commerce de la bio - a de nombreuses affinités avec ce que l'on appelle aujourd'hui «l'agro-écologie» qui se traduit, entre autres, par des techniques comme l'agroforesterie ou les cultures associées.

On est donc dans un principe général de respect de l'équilibre naturel, humain et animal.

Cette agriculture biologique s'est développée en France au début des années 1960. Différents mouvements ont repris les principes des fondateurs. Notamment Nature & Progrès, une association créée en 1964, «*au service du développement de l'agrobiologie*», par des paysans, des consommateurs, des médecins, des agronomes et des nutritionnistes. Nature et Progrès a participé à la création de la Fédération Internationale des Mouvements d'Agriculture Biologique (IFOAM) en 1972, avec l'élaboration d'une charte (voir encadré) qui défendait des principes agronomiques mais aussi des principes économiques, environnementaux, sociaux et philosophiques. La Fédération Nationale de l'Agriculture

Biologique (FNAB), créée en 1978, reprend également dans sa charte ces objectifs.

Ce mouvement de militants était désireux de défendre la petite paysannerie et combattait pour cela les logiques productivistes. Ces mêmes logiques qu'ils condamnaient à l'époque et qui sont aujourd'hui adoptées par le bio business. Peut-on parler d'une dérive de la bio ou d'une récupération de la bio par des secteurs de l'économie qui s'y sont intéressés par pur calcul spéculatif ? Pour ma part, je parlerais plutôt de récupération.

Avec l'entrée en scène de la grande distribution et de l'industrie agroalimentaire...

C'est cela.

Le marché du bio a longtemps été marginal, jusqu'à ce qu'apparaissent à la fin des années 1990, début des années 2000, des crises sanitaires et des graves problèmes d'environnement, conséquences directes des aberrations de l'agriculture chimique et industrielle : vaches folles, gripes aviaires, surabondance de pesticides... Les gens ont commencé à se poser des questions et se sont tournés vers une agriculture plus respectueuse de l'environnement et de l'humain, vers des produits plus sains.

Ainsi, depuis 1999, la consommation de produits ● ● ●

La charte IFOAM

Extraits...

L'éthique de l'agriculture biologique se situe autour de trois objectifs principaux : écologiques, sociaux et humanistes, économiques.

Écologiques : l'agriculture biologique doit tendre vers une agriculture globale (productions végétales et animales - gestion du paysage).

Elle doit préserver, renouveler et accroître l'humus.

Elle doit produire plus d'énergie qu'elle n'en consomme ou encore développer une agriculture qui ne pollue pas la biosphère, directement ou indirectement.

Dans les productions animales, elle doit prendre en compte non seulement les besoins physiologiques, mais aussi les contraintes éthologiques.

Favoriser une démarche écologique à tous les échelons de la filière.

Elle doit respecter la spécificité des



INTERNATIONAL FEDERATION OF
ORGANIC AGRICULTURE MOVEMENTS

(www.ifoam.org)

territoires en favorisant l'expression des potentialités naturelles et humaines.

Sociaux et humanistes : l'agriculture biologique doit favoriser la solidarité entre tous les membres de la filière bio en France et en Europe, mais également au niveau international par la pratique d'une agriculture qui ne participe pas au pillage des pays pauvres. Elle doit rapprocher le producteur du consommateur par l'information sur les conditions de production et de transformation par la transparence

dans les garanties de qualité des produits.

Elle doit respecter, en règle générale, l'équité de tous les acteurs du marché. La compétition doit céder le pas à la coopération.

Elle ne doit pas avoir pour seul objectif la rentabilité des structures de la filière, elle doit être un moyen de lutter contre la désertification des campagnes en permettant un maintien des paysans à la terre et en créant des emplois.

Économiques : les tailles des exploitations doivent être à échelle humaine. Elle doit organiser le marché et pratiquer à tous les échelons de la filière des prix équitables.

Elle privilégie la distribution de proximité...

Plus de détails sur le site de la FNAB, Fédération nationale d'agriculture biologique : www.fnab.org



alimentaires bio en France croît de 10% par an. En 2009, malgré la crise, le chiffre d'affaires des boutiques spécialisées dans le commerce de produits bio a augmenté de 19%. La grande distribution et l'industrie agroalimentaire ne pouvaient pas rester indifférentes à cela... Après avoir longtemps ignoré, voire méprisé les personnes mangeant bio, ne voyant en eux que des écolos, des babas cool, des soixante-huitards et autres doux rêveurs, la grande distribution leur a ouvert grand ses étals et têtes de gondoles. Elle rencontrait à cette époque, donc à la fin des années 1990, un certain nombre de problèmes économiques dus en grande partie à la logique de guerre commerciale - sa raison d'exister - qu'elle encourage sans cesse... Ses profits étaient moindres et voilà qu'à côté, le développement de la bio affichait une progression annuelle effrontée. L'agriculture biologique devint donc intéressante parce que rentable avec de confortables profits à venir et un chiffre d'affaires très agaçant.

La grande distribution est toujours à la recherche d'une maximisation des profits à un moindre coût. Elle s'est lancée dans le bio pour des raisons purement commerciales mais a utilisé un argument de marketing de poids : il fallait «démocratiser» la bio. La grande distribution a donc eu besoin d'alimenter massivement ses rayons «bio» avec des produits vendus à des prix très bas... Ce sont les grandes campagnes publicitaires comme : «100 produits bio à moins de 1 euro», quitte à ce qu'ils soient vendus à perte (du moins un temps...). Elle fit donc appel à des importations massives de produits bio à des coûts réduits. À l'époque, plus de 50 % des produits bio vendus en France étaient importés ! Aujourd'hui, ce taux serait descendu à 35%. À vérifier... Il ne tient pas compte de la majorité des matières premières bio intégrées dans les produits transformés. Des volumes importants à des prix bas donc, qui conduisent au développement d'une agriculture biologique intensive.

La grande distribution a très bien su récupérer le marché de la bio. Aujourd'hui, plus de 50 % des produits bio vendus le sont dans ses rayons...



Un exemple de rayon bio en grande surface (photo DL)

Vous savez que la grande distribution ne fonctionne pas sans ses alliés que sont les grandes coopératives agricoles et que celles-ci sont totalement au service de l'industrie agroalimentaire. Cette dernière peut aussi compter sur le soutien inconditionnel du syndicat hégémonique du monde agricole, la FNSEA (Fédération nationale des syndicats des exploitants agricoles), dirigée par Xavier Beulin (aussi président de Sofiprotéol qui domine le marché des agro-carburants et de l'alimentation animale).

Comme l'agriculture conventionnelle, qui a permis à l'industrie agroalimentaire de bâtir son empire, l'agriculture bio industrielle emprunte tout naturellement les voies déjà tracées de la mondialisation.

Ainsi, les filières se réclamant de l'agriculture biologique, structurées par les puissantes coopératives agricoles et la grande distribution, utilisent des techniques commerciales et financières qui ont pour but principal de l'intégrer dans un système industriel, productiviste et capitaliste mondialisé. La demande en masse de produits à moindre coût et en toute saison stimule, dans les pays du Sud, le développement d'agriculture biologiques intensives fondées sur la monoculture, la concurrence sauvage, la spoliation des terres et l'exploitation de la main-d'œuvre. Cela sur des continents comme l'Asie, l'Amérique latine (voir à ce propos «Le poids de la grande distribution» en fin d'interview, NDLR), l'Afrique ou des pays européens comme la Roumanie ou l'Espagne, qui ne sont pas du tout ou très peu consommateurs de bio. L'ensemble de la production est destinée à être exportée.

Tout cela est accompli en conformité avec la nouvelle réglementation européenne qui gère l'attribution du label bio, datant du 1^{er} janvier 2009, qui n'impose aucune limite à ces pratiques. Il fut un temps où les cahiers des charges de la bio étaient élaborés par des paysans en collaboration avec des consommateurs et d'autres personnes liées à la santé. Cette nouvelle réglementation européenne a été élaborée par des techniciens et même si les organisations professionnelles ont été consultées, elles n'ont pas eu le dernier mot.

Cette réglementation échappe de plus en plus aux paysans, les premiers concernés pourtant.

Loin de toute préoccupation environnementale et sociale, cette réglementation se réduit à un ensemble de critères techniques et ouvre un boulevard à l'industrialisation de la bio.

La grande distribution et l'industrie agroalimentaire s'y sont engouffrées.

Les passages de la réglementation qui gèrent les élevages de poulets de chair et de poules pondeuses sont très évocateurs de cette tendance.





La France était le premier producteur d'œufs bio de l'Union européenne en 2012, juste devant l'Allemagne.

Les ventes d'œufs bio sont en progression en Europe depuis plusieurs années, en particulier en France, en Allemagne et aux Pays-Bas. En France, le marché des œufs bio a été évalué à 237 millions d'euros pour l'année 2012, en hausse de 4% par rapport à 2011.

Source : Agence bio

● ● ● Dites-nous...

La nouvelle réglementation européenne permet de produire sur une ferme jusqu'à 75 000 poulets de chair par an et n'impose aucune limite à la taille des élevages des poules pondeuses. C'est ainsi que l'on se retrouve avec des élevages intensifs et industriels de poulets bio. Une vraie manne pour les puissantes coopératives agricoles. Terres du Sud, par exemple, située dans le Lot-et-Garonne, s'est engouffré dans le marché des poulets bio. Je décris dans un article écrit pour le Monde Diplomatique³ une journée « découverte » organisée par cette coopérative dans des élevages intensifs de poulets biologiques. Cette manifestation était destinée à convertir des paysans en sous-traitants de la coopérative. Durant cette journée étaient aussi présents des marchands d'alimentation animale industrielle qui fournissent désormais la bio.

Il faut savoir qu'auparavant, au moins 40% de l'alimentation des animaux devaient venir de la ferme. Cela s'appelait le lien au sol. Il a totalement disparu de la nouvelle réglementation. Cela permet aux producteurs d'acheter la totalité de la nourriture de leurs volailles aux coopératives agricoles. Il s'agit d'alimentation industrielle fabriquée avec, entre autres, du soja bio importé de Chine - contaminé un temps à la mélamine, substance très toxique - ou du Brésil, où les plantations qui ont souvent des tailles de plusieurs milliers d'hectares se sont développées grâce à la déforestation de l'Amazonie.

Comme cette concentration de volailles - très loin des conditions naturelles - est propice au développement de maladies, la nouvelle réglementation permet l'utilisation de médicaments allopathiques (où est le bio dans tout cela ?...) fournis par les coopératives agricoles. Il faut savoir

que tous les poussins fournis par ces dernières sont vaccinés...

Le système qui permet de rendre les paysans totalement dépendants de la coopérative s'appelle « l'intégration ». Il s'est pas mal développé en France dans les années 70 et a été dénoncé à l'époque les Paysans Travailleurs⁴, mouvement à l'origine de la fondation de la Confédération paysanne qui continue à lutter contre cela. Le slogan de leur lutte était : « Des dettes comme salaires ».

Aujourd'hui, avec les élevages bio industriels, on se retrouve dans le même cas de figure. Les paysans se retrouvent pieds et poings liés, sous contrats, endettés à peine leur activité commencée. Par exemple, un élevage de 40 à 50 000 poulets bio coûte 250 000 euros. La coopérative apporte les subventions européennes ou nationales (50 000 euros) et elle met en relation le producteur avec le Crédit agricole où il contracte un prêt de 200 000 euros. La coopérative fournit les poussins, les bâtiments, la nourriture, les conseils techniques et les produits allopathiques. Il n'y a plus aucune place pour le savoir-faire paysan. Le producteur est obligé par contrat de vendre l'ensemble de sa production à la coopérative à un prix fixée par elle.

Cela peut paraître attrayant au début. Mais très vite les prix baissent et le producteur se retrouve dans une logique infernale : s'endetter toujours plus pour rembourser ses dettes.

Un exemple de l'aberration de ce système : si vous vivez à côté d'un élevage bio industriel et que vous souhaitez acheter au producteur un de ses poulets, il n'a pas le droit de vous le vendre ! Tout doit être livré à la coopérative et le producteur ne sait même pas où ses poulets sont vendus ensuite !

3 - « Florissante industrie de l'agriculture biologique », Philippe Baqué, Monde Diplomatique, février 2011

4 - Le mouvement des « Paysans travailleurs » a été fondé par Bernard Lambert en 1970. Il a fondé en 1981 la Confédération nationale de syndicats de travailleurs paysans à l'origine de la Confédération paysanne.



*Exploitation de fraises bio industrielles Flor-de-Donana, Andalousie, région de Huelva, en Espagne
(© Philippe Baqué)*



Une situation complètement aberrante, en effet. Les fruits et légumes bio sont également touchés par cette industrialisation et ce productivisme...

En effet. Une majorité des fruits et légumes bio sont vendus dans les rayons de la grande distribution... La nouvelle réglementation européenne permet indirectement les monocultures. C'est ainsi que la grande distribution a pu participer à la spécialisation de bassins de production qu'elle met en concurrence. Comme j'ai pu le voir en Andalousie, dans la province d'Almería. Il s'est créé là-bas, dans les années 80, un véritable «Eldorado de plastique», ainsi que j'ai titré mon documentaire, co-réalisé avec Arlette Girardot. En Andalousie, les serres s'étendent sur plus de 40 000 d'hectares. Sous elles sont cultivées les tomates, courgettes, poivrons, aubergines (les légumes ratatouilles) et les fraises destinés à approvisionner en toutes saisons les rayons de tous les supermarchés d'Europe et d'Amérique, exportés par camions ou par avions. Cela s'accom-



Au Maroc, exploitation de légumes bio industriels, ici des poivrons : Primeurs Bio du Souss, Agadir (© Philippe Baqué)

pagne d'une pollution terrible due aux pesticides et au plastique, à un épuisement des nappes phréatiques et une exploitation effroyable de la main d'œuvre. Et au sein de cette mer de plastique, se sont développés des monocultures de produits bio. On retrouve les mêmes produits dans la plaine d'Agadir au Maroc, dans le sud de l'Italie, en Israël, en Tunisie, en Grèce... Dans toutes les mers de plastique qui se multiplient sur le pourtour méditerranéen, on trouve des productions bio... On est dans une logique de production intensive assortie d'une véritable guerre commerciale : tout doit être disponible le plus rapidement possible à des prix de plus en plus bas. Les producteurs sont mis en concurrence dans tout le bassin méditerranéen : si les tomates bio sont trop chères en Andalousie, on ira les chercher au Maroc. Et ainsi de suite... On n'est plus du tout dans une logique de fermes familiales, on est dans la monoculture, totalement intensive.

Et, je le répète, tout ceci est rendu possible par la nouvelle réglementation européenne, soit implicitement soit explicitement. Par exemple, la culture hors-sol. Elle est interdite par la réglementation mais celle-ci en donne une définition trop restrictive qui peut être facilement contournée. Par exemple : les cultures hors-sol des fraises bio à Huelva, en Andalousie. Les racines des plantes se développent dans du sable, local, et sont alimentées par un réseau de goutte-à-goutte qui amène les nutriments certifiés bio. Comme le sable n'est pas dans la liste des cinq substrats interdits par la réglementation, ces cultures hors-sol de fraises bio sont indirectement permises... Et cette agriculture dite « bio », hors-sol, industrielle, intensive et productiviste exploite à outrance de la main d'œuvre immigrée (en l'occurrence essentiellement des femmes), sans droit, travaillant dans des conditions quasi-féodales.



Quelques repères chiffrés

En France, au cours du premier semestre 2013, le cap des 25 000 fermes bio a été dépassé, selon l'Agence bio, portant le total des opérateurs bio à plus de 37 000. Au final, la bio représentait 3,8% du territoire agricole fin 2012.

En Europe, selon les chiffres de la Commission européenne, il y a plus de 186 000 fermes biologiques en Europe, avec 9,6 millions d'hectares biologiques, soit 5,4% du total des terres agricoles de l'Union. L'expansion annuelle a été de 500 000 hectares par an dans les dix dernières années.

Les cinq pays présentant les plus vastes superficies consacrées à l'agriculture bio en 2011 étaient : l'Espagne (1,8 million d'ha), l'Italie (1,1 million d'ha), l'Allemagne (1 million d'ha), la France (0,97 million d'ha) et le Royaume-Uni (0,63 million d'ha).

Selon l'Agence bio, en Europe toujours, le marché des produits bio s'est élevé 22,2 milliards d'euros en 2012.

Dans le monde, entre 2000 et 2011, le nombre de fermes bio a été multiplié par 7,2 dans le monde. La surface mondiale cultivée selon le mode biologique a été multipliée par 2,4. Fin 2011, la surface mondiale cultivée suivant le mode bio (certifiée et en conversion) a été estimée à plus de 37,2 millions d'hectares. Cette même année, 1,8 million d'exploitations agricoles certifiées bio ont été enregistrées (il faut ajouter à cela celles qui existent en Chine, notamment, dont les statistiques ne sont pas disponibles).

86% des surfaces bio à l'échelle de la planète sont localisés dans 20 pays.

Sources : Agence bio et Commission européenne. Plus de détails dans le document : « Chiffres clés, édition 2013 : l'agriculture biologique, ses acteurs, ses produits, ses territoires » (www.agencebio.org)



Le logo AB européen



Cette nouvelle bio s'est vidée de sa démarche globale, écologique, sociale, éthique et politique. La vraie question est : peut-on réduire la bio à une distribution d'aliments sans pesticides pour consommateurs occidentaux soucieux de leur santé ?

Certainement pas ! Toutes ces dérives font froid dans le dos...

C'est évident. C'est pourquoi nous avons voulu les mettre à jour et les dénoncer à travers notre ouvrage.

Quel sens donner à cette nouvelle bio dont on dit qu'elle respecte l'environnement ? En Colombie, les palmiers bio, s'étendant sur des milliers d'hectares, le respectent certes, car ils ne polluent pas. Au Brésil, les mêmes vastes plantations de cannes à sucre ne polluent pas non plus : ces produits issus de l'agriculture biologique sont peut-être sains pour la santé puisqu'il n'y a pas d'intrants chimiques, mais le bilan total est négatif.

Cette nouvelle bio, le bio-business donc, ne respecte pas l'environnement avec ses centaines de milliers d'hectares de monocultures, sa participation à la destruction des forêts amazoniennes et son bilan carbone catastrophique avec ses norias de poids lourds et avions mobilisés pour exporter tous ces produits du Sud au Nord. Les fraises d'Espagne, par exemple, sont transportées en avion jusqu'au Canada et aux États-Unis.

Elle n'est pas respectueuse des droits sociaux de l'homme, nous l'avons vu.

Et surtout, cette agriculture industrielle bio se traduit par la disparition du monde paysan, quand les paysans ne sont pas chassés de leurs terres, littéralement accaparées, ou menacés de mort quand ils s'y opposent, comme en Colombie.

La Chine, avec ses mégapoles, est en train de perdre tout son savoir-faire paysan.

En Palestine, des cultures bio sont réalisées sur des terres volées aux Palestiniens. On y arrache des oliviers centenaires pour adopter cette nouvelle bio mortifère.

Quand les paysans ne sont pas tenus et mis à disposition des énormes groupes qui font aujourd'hui des agro-carburants...

En Roumanie, des paysans par milliers sont en train de perdre toutes leurs richesses au profit de groupes céréaliers souvent français.

Enfin, elle s'inscrit dans un schéma qui n'est pas respectueux de la souveraineté alimentaire. Aujourd'hui, 40 millions d'hectares sont certifiés bio dans le monde (soit moins de 1% de la surface SAU mondiale), mais ce sont surtout, pour les deux tiers d'entre elles, des prairies extensives ; elles étaient donc bio avant leur «conversion». Une soi disant conversion pour l'avantage concurrentiel du sacro-saint label bio ou les subventions.

Ces quelques millions d'hectares certifiés bio ne sont pour la plupart pas destinés à nourrir les populations locales. Comme je l'ai déjà dit, beaucoup de pays producteurs ne sont pas consommateurs mais exportateurs.





Leurs paysans produisent pour nourrir une partie restreinte de la population d'une poignée de pays parmi les plus riches de la planète. En Asie, en Afrique, en Amérique latine, des paysans ont été convertis à la bio par des sociétés européennes ou américaines pour alimenter le marché. Eux continuent à se nourrir de produits de mauvaise qualité, souvent importés, comme le riz thaïlandais. Et ces pays connaissent régulièrement des émeutes pour dénoncer les famines...

Heureusement, la bio, ce n'est pas que cela

La bio industrielle et intensive n'est heureusement pas la seule qui existe aujourd'hui, effectivement.

Les paysans respectueux de l'environnement et de l'humain existent toujours et il continue à se développer, notamment en France, des réseaux alternatifs. Il y a les Amap (associations pour le maintien d'une agriculture paysanne), la vente directe sur les marchés de plein vent, les groupements de producteurs, les groupements d'achat de consommateurs... Il existe également tout un mouvement pour la défense de la terre agricole : Terre de Liens, par exemple, une association qui collecte l'épargne populaire pour acheter des terres.

Elle tente d'enrayer la disparition des terres agricoles, d'alléger le parcours des agriculteurs qui cherchent à s'installer, et de développer l'agriculture biologique, biodynamique et paysanne. (voir son site : www.terredeliens.org).

Il existe aussi tout un mouvement autour de la défense des semences comme Kokopelli et Semences paysannes.

Les municipalités commencent à aider à l'installation de paysans désireux de cultiver bio, des maraîchers notamment.

En Colombie, en Bolivie, au Maroc, en Palestine, en Turquie, en Grèce... Partout où nous nous sommes rendus, nous avons rencontré des paysans qui continuent de résister pour défendre leurs terres et un autre modèle agricole et social que celui qui tente de dominer la planète. Il existe partout des expériences paysannes et citoyennes porteuses d'un autre projet de société.

Beaucoup sont inspirées de modèles agroécologiques⁵ existant bien avant l'apparition de la certification bio. Toutes sont originales et révélatrices de capacités de résistance, d'organisation et de création. Ces initiatives explorent les failles d'un système économique, politique, aussi puissant qu'hostile.

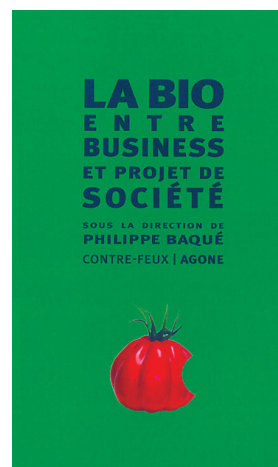
Un mouvement social diffus peu encore organisé mais qui porte en lui l'aspiration à une société plus juste et à un lien

renouvelé entre l'homme et la nature.

Cette agroécologie est beaucoup plus porteuse d'un projet de société que l'agriculture biologique certifiée de plus en plus prise dans l'engrenage de l'économie de marché. La bio, ce n'est pas un label : elle est basée sur des savoir-faire ancestraux, la spécificité des terroirs, les fermes biodiversifiées, l'agroforesterie, la solidarité entre les hommes, etc. La bio est à concevoir sur le plan environnemental, humain, social, et doit être destinée à nourrir les populations locales et non à alimenter la spéculation du marché.

Ainsi, avant de répondre à la question « l'agriculture biologique pourra-t-elle nourrir le monde en 2050 ? », il faut se poser un certain nombre de questions. Aujourd'hui, il existe une mégalopole (Tokyo) de plus de 30 millions d'habitants. En 2050, combien seront-elles? Plusieurs dizaines sans doute. Et toutes ces populations qui s'entasseront dans ces villes démentielles, ce seront des millions de paysans chassés d'une manière ou d'une autre de leurs terres. Une agriculture bio paysanne ne pourra pas nourrir les milliards d'habitants entassés dans les villes tentaculaires.

Ce n'est qu'en remettant en cause de façon radicale ce modèle de développement qui se généralise qu'une agriculture réellement bio pourra nourrir la planète. Il ne faut pas en rester à la défense de sacro-saints principes agronomiques sans regarder ce qui se passe autour. Il faut une vision critique et politique. Il est réellement urgent d'agir. Il y a aujourd'hui moins de 500 000 paysans en France alors qu'ils étaient 4 millions après la Seconde Guerre mondiale. Chaque année, ce sont 20 000 fermes qui disparaissent ! Il faut inverser le cours des choses et défendre une agriculture agroécologique réellement paysanne au service de la souveraineté alimentaire. ■



En savoir plus

«La bio entre business et projet de société», Philippe Baqué (dir.), Éd. Agone, 2012

⁵ - Lire notre dossier sur l'agroécologie dans «Enquêtes de santé» N°20, octobre-novembre 2013, avec Marie-Monique Robin et Olivier de Schutter

Le poids de la grande distribution

Les commandes de la grande distribution nécessitent des volumes importants et des prix bas ; les importateurs privilégient des zones de monocultures intensives. L'Amérique latine est l'une des grandes pourvoyeuses de matières premières bio, grâce à d'immenses exploitations contrôlées par de puissantes familles. Ainsi, en Colombie, la famille Davila a la mainmise sur des milliers d'hectares de palmiers, qui fournissent de l'huile de palme à la plupart des transformateurs français de produits alimentaires ou de cosmétiques. Au Brésil, la famille Balbo dirige le groupe qui porte son nom, leader du sucre de canne bio avec un tiers de la production mondiale, et propriétaire de plus de 20 000 hectares de canne

à sucre. Le groupe fournit les secteurs bio de plusieurs grandes marques alimentaires françaises, notamment Danone (yaourts Les Deux Vaches). Au Brésil et en Argentine, ce sont aussi des exploitations de plusieurs milliers d'hectares qui produisent le soja bio transformé en France en alimentation animale. Les céréales bio, elles, proviennent des pays de l'Est comme la Pologne, l'Ukraine, la Roumanie, où de puissants domaines ont été constitués sur les ruines des fermes collectives ou au détriment des parcelles paysannes. Quelques-uns de leurs propriétaires sont des particuliers ou des sociétés françaises ».

Extrait de « La bio entre business et projet de société », chapitre IV « Opération B.I.O. ».



Plants de palmiers à huile bio, société Daabon, région caraïbes de la Colombie (© Philippe Baqué)



Récolte des régimes de noix de palme bio, société Daabon, région caraïbes de la Colombie (© Philippe Baqué)

Et en Turquie...



Ouvrières dans une usine de conditionnement bio (© Philippe Baqué)



Ouvrières triant les figes à l'usine Rapunzel (© Philippe Baqué)